

EDUCATION. Le réseau des collèges dans la Manche fissure l'unité de la majorité départementale

Six collèges en état d'être fermés « à plus ou moins long terme »



→ Avec seulement 138 élèves à la rentrée 2023, le collège Guillaume-Fouace à Saint-Vaast-la-Hougue est l'un des établissements où les collégiens sont les moins nombreux dans la Manche.

C'EST le fait marquant de la vie politique de cette fin d'année 2023 dans la Manche : la minorité départementale a rallié cinq élus indépendants et cinq élus de la majorité à sa requête d'un débat public sur l'avenir des collèges, lors de la séance plénière du 15 décembre dernier à Saint-Lô. Elle s'est saisie de l'article 9 du règlement intérieur de l'assemblée qui permet, si un tiers de ses membres le décide, de demander au conseil départemental de se réunir sur un ordre du jour défini.

Pour valider cette procédure, il fallait au moins 18 signataires. La démarche du groupe de la gauche sociale et écologiste en a rassemblé 19, à commencer par ses 9 membres : Emmanuelle Bellée et Pierre-François Lejeune (Cherbourg 1), Karine Duval et Thierry Letouzé (Cherbourg 2), Odile Lefaix-Véron et Dominique Hébert (Cherbourg 4), Stéphanie Coupé et Gilles Lelong (Cherbourg 5) et Frédérique Boury (Les Pieux).

Fissure dans le camp de la majorité

Les 5 élus non apparentés à un groupe s'y sont associés : Grégory Galbadon et Sonia Larbi (Coutances), Jean-Marc Frigout et Nathalie Madec (La Hague) et Benoît Fidelin (Les Pieux). Le seuil nécessaire pour cette demande inédite a été atteint avec 5 membres du groupe majoritaire : Hervé Desserouer et Lydie Brionne (Mortain), André Denot (Pontorson),

Valérie Coupel-Beaufils (Bréhal) et Véronique Martin-Morvan (Bricquebec).

Cette fissure dans le camp de la majorité divers droite témoigne de divergences de vues sur l'action à mener face à une difficulté démographique « en 2029 », les effectifs étant globalement connus puisque les futurs collégiens « sont déjà nés ».

Pour l'instant, Jean Morin acte une position de statu quo

Un livre blanc, rédigé lors du précédent mandat, dont les chiffres ont été actualisés, pointe « 12 établissements en situation de fragilité » dont six en état d'être fermés « à plus ou moins long terme » (voir carte des effectifs ci-contre).

La perspective d'une réorganisation du réseau a visiblement fait tanguer la majorité, 23 des 40 élus de son groupe étant favorables à des mesures. Pour calmer le jeu, le président Jean Morin a acté une position de statu quo : « maintien du réseau des collèges dans son maillage actuel de proximité », écartant ainsi toute fermeture et regroupement d'établissements à court terme.

La gauche y a vu le signe d'un immobilisme : « ce sera trois ans supplémentaires d'errements ». Et un fonctionnement particulier : « une minorité de la majorité empêche tout débat, tout regard public sur un enjeu au cœur de la responsabilité de notre collectivité ».

« Choix du président »

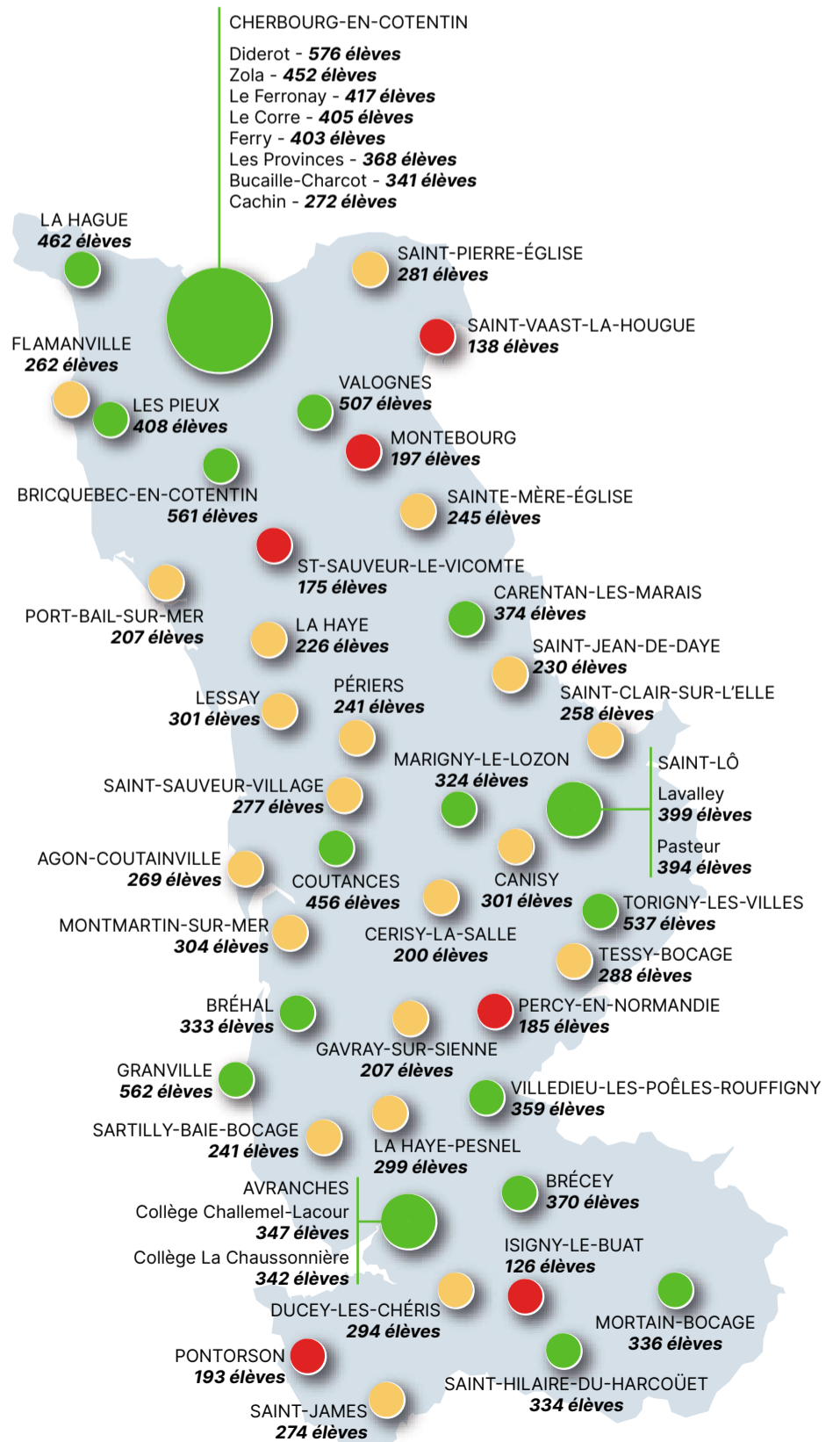
Ce tour de passe-passe a surpris aussi dans les rangs de la majorité : « Comme vous, j'ai entendu le président qui s'expliquait sur le fait qu'il avait fait le choix d'avoir 75 % de sa majorité pour changer les choses. C'est bizarre comme système et c'est son choix », relève un élu de la majorité sur le ton de la confiance. « Le débat permettra d'en discuter tous ensemble et on verra bien ce qu'il en ressortira. »

Un débat prévu en janvier

La minorité plaide pour l'établissement d'une feuille de route qui flèche « une ambition pour les élèves » (lire ci-dessous). Les élus départementaux auront donc l'occasion d'en débattre, probablement en janvier comme l'a annoncé le président Morin en fin de séance plénière. En attendant, pour beaucoup d'entre eux, l'heure n'est pas aux déclarations et commentaires : « il faut laisser passer les fêtes » avant d'entrer dans le vif du sujet à une période où chacun pourra exprimer ses vœux...

Gilles PATRY

Effectifs dans les collèges publics de la Manche à la rentrée 2023



« Travailler sur un véritable réseau »

EN RÉCLAMANT un débat, l'opposition de gauche se défend d'avoir fait un coup politique. « À travers cette démarche, on veut un débat qui ne soit pas juste « quels collèges on ferme ? », même s'il y a des mesures de carte scolaire à prendre », explique Karine Duval. « L'idée, c'est de reprendre tout ce qui a été fait à la base et de travailler sur un véritable réseau afin d'anticiper l'avenir et ne pas se retrouver avec des fermetures sèches comme à Sourdeval. »

« Des fermetures, il y en aura forcément car il n'y aura plus assez d'élèves. Le sujet, c'est aussi, par exemple, sur tel canton, reconstruire un collège, avoir un regroupement et un réseau de bus adapté pour limiter le temps de trajet des élèves, avoir une ambition éducative et présenter ça ensuite aux familles comme on peut le faire à la ville de Cherbourg-en-Cotentin où l'on ferme des écoles mais où on en reconstruit d'autres. Les Manchois ont droit à un débat public sur cette question avec un objectif d'égalité des



→ Karine Duval.

chances pour tous les gamins de ce territoire, qu'ils soient en campagne ou en ville. »

G. P.